*Questions orales***LE GROUPE DE CONSULTATION DES CITOYENS
SUR L'AVENIR DU CANADA**

M. Bob Wood (Nipissing): Le gouvernement a de toute évidence créé la Commission Spicer pour connaître les opinions des Canadiens et s'éloigner de l'approche hermétique et secrète qui caractérisait les discussions constitutionnelles précédentes.

Pourtant, dans ma circonscription de Nipissing, nous apprenions, la semaine dernière, que les présidents de la commission pouvaient en interdire l'accès aux médias sous le prétexte de mettre les participants plus à l'aise. Le public paie la note pour ce forum, la plus dispendieuse de toutes les tribunes publiques de l'histoire canadienne. Pourtant, on peut empêcher les médias d'en couvrir les travaux. L'objet de ce forum n'était-il pas d'écouter ce que les Canadiens avaient à dire et de permettre les échanges entre eux?

Cela pourrait peut-être expliquer les problèmes que connaît le gouvernement relativement à son image de marque. Si les gens ont des choses à dire, ils les diront, peu importe qui les écoute. Ce n'est pas en interdisant aux médias l'accès aux audiences publiques qu'on incite les citoyens à émettre leur opinion. Au contraire, le débat sera d'autant plus intéressant si les Canadiens entendent et voient ce que leurs concitoyens ont à dire.

Lorsque la commission a été créée, on disait que ce serait le plus grand exercice démocratique. Mais il aurait plutôt fallu le qualifier d'exercice de moquerie. En effet, ce qui était supposé constituer une enquête d'opinion publique à l'échelle du pays est devenu le fonds de démarchage politique de plus de 27 millions de dollars du gouvernement.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, en ma qualité de Canadien et de membre du Comité permanent de la défense nationale, j'ai eu la chance d'être à Halifax dimanche matin, aux côtés de nombreux collègues et de Son Excellence le Gouverneur général, le très honorable Ray Hnatyshyn, le premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, le ministre de la Défense nationale, M. Bill McKnight et la ministre associée de la Défense nationale, M^{me} Mary Collins. Nous avons accueilli 950 militaires canadiens, de retour du golfe Persique, qui ont servi à bord du NCSM Athabaskan, du NCSM Terra Nova et du NCSM Protecteur.

J'étais tout aussi fier, plus tard au cours de la journée, d'assister à une réception officielle donnée à la base des Forces canadiennes d'Uplands en l'honneur de 90 de nos militaires canadiens qui arrivaient par avion d'Allemagne en provenance du golfe Persique.

Dans ces deux circonstances, pour les proches de ces militaires courageux, la crainte et l'incertitude ont cédé la place aux larmes de joie. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que nous tous, Canadiens, sommes extrêmement fiers et reconnaissants de leur contribution à la paix.

Le gouverneur général, M. Hnatyshyn, a résumé admirablement le sentiment de tous les Canadiens à l'égard des militaires qui reviennent au pays maintenant quand il a dit aux familles venues accueillir des êtres chers dimanche, que le Canada était chanceux de pouvoir compter sur ces femmes et ces hommes courageux pour défendre la paix chaque fois qu'elle est menacée.

* * *

LES FORÊTS

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada et l'Institut forestier du Canada parrainent aujourd'hui un forum parlementaire sur la foresterie et les questions connexes à l'échelle du pays.

Et, aujourd'hui encore, le ministre des Forêts a déposé le premier rapport annuel sur l'état de nos forêts. Il faut que le gouvernement s'en occupe dès maintenant. Le gouvernement, qui dit appuyer la communauté forestière, n'est pas prêt à tenir tête au gouvernement américain et à abroger le protocole d'entente sur le bois d'oeuvre qui paralyse notre industrie forestière.

Des centaines de localités dépendent de la forêt pour leur survie. Il faut agir dès maintenant.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Aujourd'hui, le Conference Board du Canada a publié son plus récent rapport où il est dit que le dernier budget fédéral a également contribué aux piètres prévisions pour 1991 et qu'il retardera la relance de l'activité.